



La chronologie de l'Ukraine révèle la véritable histoire

Sans le contexte, occulté par les médias dominants, impossible de comprendre l'Ukraine. Les historiens relateront les faits, mais les journalistes sont muselés s'ils tentent de le faire aujourd'hui.

Par [Joe Lauria](#)

Mondialisation.ca, 01 mars 2025

[Consortium News](#) 25 février 2025

Région : [L'Europe](#), [Russie et CEI](#)

Thème: [Désinformation médiatique](#), [Guerre USA OTAN](#), [Histoire et Géopolitique](#)

Un bon moyen d'empêcher que la guerre en Ukraine soit comprise est d'en supprimer le contexte historique.

La version caricaturale fait débuter le conflit le 24 février 2022, lorsque Vladimir Poutine s'est réveillé ce matin-là en décidant d'envahir l'Ukraine.

Selon cette version, il n'y a pas d'autre cause que l'agression russe non provoquée contre un pays innocent.

N'hésitez pas à partager ce bref guide historique avec ceux qui écoutent encore les médias pour essayer de comprendre ce qui se passe en Ukraine.

Le récit dominant revient à ouvrir le livre et lire un chapitre au hasard comme s'il s'agissait du début.

Dans trente ans, les historiens écriront sur le contexte de la guerre en Ukraine : le coup d'État, l'attaque du Donbass, l'expansion de l'OTAN, le rejet des accords de Minsk et les propositions de traité russes – sans être traités de marionnettes de Poutine.

Il en est allé de même pour les historiens qui ont écrit sur le traité de Versailles comme cause du nazisme et de la Seconde Guerre mondiale, traités de sympathisants nazis.

Fournir un contexte est tabou alors que la guerre se poursuit en Ukraine, comme ce fut le cas pendant la Seconde Guerre mondiale. Le contexte est primordial dans le journalisme.

Mais les journalistes doivent suivre le programme de propagande de guerre pendant le déroulement des hostilités. Les journalistes ne jouissent manifestement pas des mêmes libertés que les historiens. Longtemps après la guerre, les historiens se voient libres de passer les faits au crible.

Chronologie de l'Ukraine

Seconde Guerre mondiale : Les fascistes ukrainiens, dirigés par Stepan Bandera, d'abord alliés aux nazis allemands, massacrent plus de cent mille Juifs et Polonais.

Des années 50 aux années 90 : La CIA fait venir des fascistes ukrainiens aux États-Unis et travaille avec eux pour saper l'Union soviétique en Ukraine, en menant des opérations de sabotage et de propagande. Le dirigeant fasciste ukrainien Mykola Lebed s'est rendu à New York où il a travaillé avec la CIA au moins jusqu'aux années 1960 et a continué à servir la CIA jusqu'en 1991, année de l'indépendance de l'Ukraine. La preuve en est dans un [rapport du](#) gouvernement américain à partir de la page 82. L'Ukraine a donc été un terrain d'essai pour les États-Unis dans le but d'affaiblir et de menacer Moscou pendant près de 80 ans.

Novembre 1990 : Un an après la chute du mur de Berlin, la Charte de Paris pour une nouvelle Europe est adoptée par les États-Unis, l'Europe et l'Union soviétique. La charte est basée sur les [accords d'Helsinki](#) et actualisée dans la [charte pour la sécurité européenne](#) de 1999. Ces documents sont le fondement de l'[Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe](#). La charte de l'OSCE stipule qu'aucun pays ou bloc ne peut préserver sa propre sécurité aux dépens d'un autre pays.

25 décembre 1991 : Effondrement de l'Union soviétique. Au cours de la décennie qui suit, les profiteurs de Wall Street et de Washington s'emparent des biens de l'État, s'enrichissent, contribuent à l'émergence des oligarques et appauvrissent les peuples russe, ukrainien et d'autres ex-pays soviétiques.

Années 1990 : Les États-Unis reviennent sur la promesse faite au dernier dirigeant soviétique, Gorbatchev, de ne pas étendre l'OTAN à l'Europe de l'Est en échange d'une Allemagne unifiée. George Kennan, le principal expert du gouvernement américain sur l'URSS, s'oppose à cette expansion. Le sénateur Joe Biden, qui soutient l'élargissement de l'OTAN, [prédit que](#) la Russie s'y opposera.

1997 :: The only thing that could provoke a « vigorous and hostile » Russian response would be needless NATO Expansion Far East right till the border of Russia – Sen. Joe Biden pic.twitter.com/hRW47hLL5y

— Rishi Bagree (@rishibagree) [June 17, 2022](#)

1997 : Zbigniew Brzezinski, ancien conseiller à la Sécurité nationale des États-Unis, écrit dans son livre de 1997, *'The Grand Chessboard: American Primacy and Its Geostrategic Imperatives'* :

“L'Ukraine, nouvel espace essentiel sur l'échiquier eurasiatique, est un pivot géopolitique car son existence même en tant que pays indépendant contribue à la transformation de la Russie. Sans l'Ukraine, la Russie cesse d'être un empire eurasiatique. La Russie sans l'Ukraine peut encore aspirer au statut d'empire, mais elle deviendrait alors un État impérial à prédominance asiatique”.

Réveillon du Nouvel An 1999 : Après huit ans de domination américaine et de Wall Street, Vladimir Poutine devient président de la Russie. Bill Clinton rejette sa demande d'adhésion à l'OTAN en 2000.

Poutine commence à fermer la porte aux intrus occidentaux, rétablissant la souveraineté russe, suscitant ainsi la colère de Washington et de Wall Street. Ce processus ne se produit pas en Ukraine, qui reste soumise à l'exploitation et à l'appauvrissement du peuple

ukrainien par l'Occident.

10 février 2007 : Poutine prononce son discours à la Conférence de Munich sur la sécurité, dans lequel il condamne l'unilatéralisme agressif des États-Unis, y compris leur invasion illégale de l'Irak en 2003 et l'expansion de l'OTAN vers l'est.

Il a déclaré :

“Nous sommes en droit de nous demander qui est visé par cette expansion [de l'OTAN]. Et que sont devenues les garanties données par nos partenaires occidentaux après la dissolution du Pacte de Varsovie ? Où en sont ces déclarations aujourd'hui ? Personne ne s'en souvient plus”.

Poutine s'exprime trois ans après que les États baltes, anciennes républiques soviétiques limitrophes de la Russie, ont rejoint l'Alliance occidentale. L'Occident humilie Poutine et la Russie en ignorant leurs préoccupations légitimes. Un an après son discours, l'OTAN annonce que l'Ukraine et la Géorgie deviendront membres. Quatre autres anciens États du Pacte de Varsovie les rejoindront en 2009.

2004-2005 : Révolution orange. Les résultats des élections sont annulés, donnant la présidence à Viktor Iouchtchenko, aligné sur les États-Unis, au détriment de Viktor Ianoukovitch. Iouchtchenko fait du leader fasciste Bandera un “héros de l'Ukraine”.

3 avril 2008 : Lors d'une conférence de l'OTAN à Bucarest, une [déclaration du](#) sommet

“salue les aspirations euro-atlantiques de l'Ukraine et de la Géorgie à l'adhésion à l'OTAN. Nous avons convenu aujourd'hui que ces pays deviendront membres de l'OTAN”.

La Russie s'y oppose fermement. William Burns, alors ambassadeur des États-Unis en Russie et actuellement directeur de la CIA, prévient dans un [câble diplomatique](#) adressé à Washington, révélé par *WikiLeaks*, que

“Le ministre des Affaires étrangères Lavrov et d'autres hauts fonctionnaires ont réitéré leur forte opposition, soulignant que la Russie considérerait toute nouvelle expansion vers l'est comme une menace militaire potentielle. L'élargissement de l'OTAN, en particulier à l'Ukraine, reste une question ‘sensible et névralgique’ pour la Russie, mais des considérations de politique stratégique sous-tendent également une forte opposition à l'adhésion de l'Ukraine et de la Géorgie à l'OTAN. En Ukraine, cela inclut la crainte que la question ne divise potentiellement le pays en deux, conduisant à la violence ou même, selon certains, à la guerre civile, ce qui contraindrait la Russie à décider d'intervenir. [...]. Lavrov a souligné que la Russie ne peut que considérer l'expansion continue de l'OTAN vers l'est, en particulier vers l'Ukraine et la Géorgie, comme une menace militaire potentielle”.

Une crise éclate en Géorgie quatre mois plus tard, menant à une brève confrontation avec la Russie, que l'Union européenne [impute](#) à une provocation de la Géorgie.

Novembre 2009 : La Russie cherche à conclure un nouvel accord de sécurité en Europe.

Moscou publie un projet de proposition pour une nouvelle architecture de sécurité européenne qui, selon le Kremlin, devrait remplacer des institutions obsolètes telles que l'OTAN et l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE).

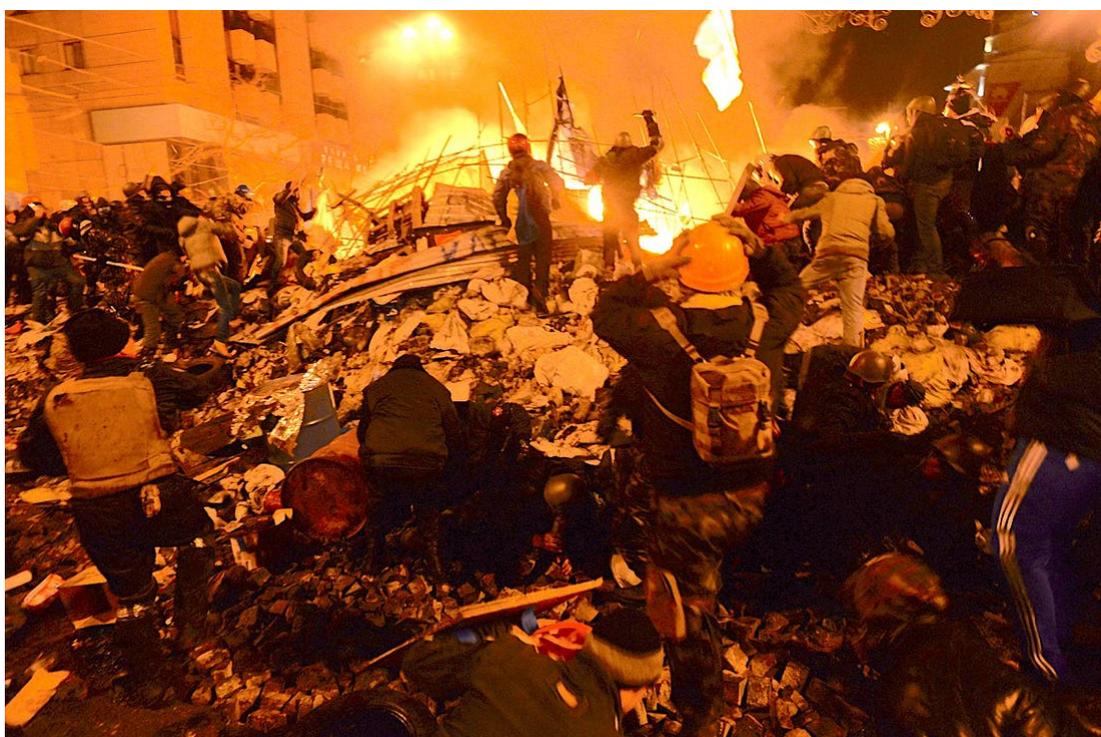
Le [texte de](#) cette proposition, publié sur le site Internet du Kremlin le 29 novembre, arrive plus d'un an après que le président Dmitri Medvedev a soulevé officiellement la question pour la première fois. S'exprimant à Berlin en juin 2008, Medvedev a déclaré qu'un nouveau pacte s'impose pour enfin moderniser les accords de l'époque de la guerre froide.

« Je suis convaincu que les problèmes de l'Europe ne seront pas résolus tant que son unité ne sera pas établie, une unité organique de toutes ses parties intégrantes, y compris la Russie », a déclaré Medvedev.

2010 : Viktor Ianoukovitch est élu président de l'Ukraine lors d'une élection libre et équitable, selon l'OSCE.

2013 : Ianoukovitch opte pour un programme économique russe plutôt que pour un accord d'association avec l'UE. Cette décision menace les profiteurs occidentaux en Ukraine ainsi que les dirigeants politiques et les oligarques ukrainiens.

Février 2014 : Ianoukovitch est renversé par un coup d'État violent soutenu par les États-Unis (et annoncé par les écoutes de Nuland et Pyatt), avec pour principaux protagonistes des groupes fascistes ukrainiens tels que Right Sector. Des fascistes ukrainiens défilent dans les villes avec des portraits de Bandera à la lueur de torches.



Des manifestants affrontent la police à Kiev, en Ukraine, en février 2014. (Wikimedia Commons)

16 mars 2014 : les habitants de la Crimée rejettent le coup d'État et la mise en place inconstitutionnelle d'un gouvernement anti-russe à Kiev, et votent à 97 % en faveur de l'adhésion à la Russie lors d'un référendum qui a enregistré un taux de participation de 89

%. L'organisation militaire privée de Wagner est créée pour soutenir la Crimée. Pratiquement aucun coup de feu n'est tiré et personne n'est tué dans ce que les médias occidentaux décrivent à tort comme une *"invasion russe de la Crimée"*.

12 avril 2014 : Le gouvernement putschiste de Kiev déclare la guerre aux séparatistes anti-putsch et pro-démocratie du Donbass. Le bataillon Azov, ouvertement néonazi, joue un rôle clé dans les combats pour Kiev. Les forces Wagner arrivent en soutien aux milices du Donbass. Les États-Unis déforment à nouveau ces événements en les qualifiant d'*"invasion"* de l'Ukraine par la Russie.

"Au XXI^e siècle, on ne se comporte pas comme au XIX^e siècle en envahissant un autre pays sous un prétexte totalement mensonger".

[déclare](#) le secrétaire d'État américain John Kerry, qui a voté en tant que sénateur en faveur de l'invasion de l'Irak par les États-Unis en 2003 sous un prétexte totalement mensonger.

2 mai 2014 : Des dizaines de manifestants d'origine russe sont brûlés vifs dans un bâtiment d'Odessa par des militants néonazis. Huit jours plus tard, Louhansk et Donetsk déclarent leur indépendance et votent leur sortie de l'Ukraine.

5 sept. 2014 : Le premier accord de Minsk est signé à Minsk, en Biélorussie, par la Russie, l'Ukraine, l'OSCE et les dirigeants des républiques séparatistes du Donbass, avec la médiation de l'Allemagne et de la France dans le cadre du processus dit *"format Normandie"*. Il ne parvient pas à résoudre le conflit.

12 février 2015 : Signature à Minsk, en Biélorussie, des accords de Minsk II, qui mettraient fin aux combats et accorderaient l'autonomie aux républiques tout en restant rattachées à l'Ukraine. L'accord a été [approuvé à](#) l'unanimité par le Conseil de sécurité des Nations unies le 15 février. En décembre 2022, l'ancienne chancelière allemande Angela Merkel [admet que](#) l'Occident n'a jamais eu l'intention de faire pression pour la mise en œuvre de Minsk et l'a essentiellement utilisé comme une ruse pour donner le temps à l'OTAN d'armer et d'entraîner les forces armées ukrainiennes.

2016 : Le canular connu sous le nom de Russiagate se propage au sein du Parti démocrate et des médias affiliés aux États-Unis, alléguant faussement que la Russie a interféré dans l'élection présidentielle américaine de 2016 pour faire élire Donald Trump. Ce faux scandale sert à diaboliser davantage la Russie aux États-Unis et à accroître les tensions entre les puissances nucléaires, conditionnant le public à une guerre contre la Russie.

12 mai 2016 : Les États-Unis [activent leur](#) système de missiles en Roumanie, provoquant la colère de la Russie. Les États-Unis affirment qu'il s'agit d'une mesure purement défensive, mais Moscou [déclare que](#) le système est également à usage offensif et qu'il permet de frapper la capitale russe en 10 à 12 minutes.

6 juin 2016 : L'OTAN lance symboliquement des manœuvres agressives contre la Russie à l'occasion de l'anniversaire du débarquement en Normandie. L'organisation organise des [manœuvres militaires](#) rassemblant 31 000 soldats près des frontières russes, les plus importantes en Europe de l'Est depuis la fin de la guerre froide. Pour la première fois en 75 ans, les troupes allemandes marchent sur les traces de l'invasion nazie de l'Union soviétique à travers la Pologne.

Le ministre allemand des Affaires étrangères, Frank Walter-Steinmeier, s’y oppose.

“Aujourd’hui, nous devons éviter d’envenimer la situation en faisant des démonstrations de force et en attisant les tensions”, déclare-t-il de manière surprenante au journal Bild am Sonntag. “Ceux qui croient qu’un défilé symbolique de chars à la frontière orientale de l’alliance apportera la sécurité se trompent”.

C’est pourquoi Steinmeier appelle au dialogue avec Moscou.

“Nous ferions bien de ne pas créer de faux prétextes pour relancer une vieille rivalité” prévient-il, ajoutant qu’il serait “fatal de ne rechercher que des solutions militaires et une politique de dissuasion”.

Décembre 2021 : La Russie propose des projets de traité aux États-Unis et à l’OTAN, suggérant une nouvelle architecture de sécurité en Europe, relançant ainsi la tentative russe avortée de 2009. Les traités proposent le retrait du système de missiles roumain et le retrait des troupes de l’OTAN déployées en Europe de l’Est. La Russie affirme qu’il y aura une réponse “*technico-militaire*” si des négociations sérieuses sur les traités n’ont pas lieu. Les États-Unis et l’OTAN les rejettent d’emblée.

Février 2022 : La Russie intervient militairement dans le Donbass, dans le cadre de la guerre civile ukrainienne toujours en cours, après avoir d’abord reconnu l’indépendance de Louhansk et de Donetsk.

Avant l’intervention, les cartes de l’OSCE montrent une augmentation significative des bombardements de l’Ukraine vers les républiques séparatistes, où plus de 10 000 civils ont été tués depuis 2014.



Troupes ukrainiennes dans la région du Donbass, mars 2015. (Mission spéciale d’observation de l’OSCE en Ukraine, CC BY 2.0, Wikimedia Commons)

Mars-avril 2022 : la Russie et l'Ukraine s'accordent sur un accord-cadre qui mettrait fin à la guerre, l'Ukraine s'engageant notamment à ne pas rejoindre l'OTAN. Les États-Unis et le Royaume-Uni s'y opposent. Le Premier ministre Boris Johnson [se rend](#) à Kiev pour dire au président ukrainien Volodymyr Zelensky de [cesser de négocier](#) avec la Russie. La guerre se poursuit et la Russie s'empare d'une grande partie du Donbass.

26 mars 2022 : Biden [admet](#), lors d'un discours à Varsovie, que les États-Unis cherchent, par le biais de leur guerre par procuration contre la Russie, à renverser le gouvernement Poutine. Plus tôt en mars, il s'est opposé à son secrétaire d'État sur la mise en place d'une zone d'exclusion aérienne contre les avions russes en Ukraine. Biden [s'oppose](#) à la zone d'exclusion aérienne, a-t-il déclaré à l'époque, car

“cela s'appelle la troisième guerre mondiale, okay ? Soyons clairs, les gars. Nous ne nous battons pas pour la troisième guerre mondiale en Ukraine”.

Septembre 2022 : Les républiques du Donbass votent pour rejoindre la Fédération de Russie, ainsi que deux autres régions : Kherson et Zaporijia.

Mai 2023 : L'Ukraine lance une contre-offensive pour tenter de reprendre le territoire contrôlé par la Russie. Comme le montrent des documents divulgués plus tôt dans l'année, les services du renseignement américains concluent que l'offensive échouera avant même d'avoir commencé.

Juin 2023 : Une rébellion de 36 heures menée par le Groupe Wagner échoue, lorsque son chef, Yevgeny Prigoshin, accepte un accord pour s'exiler en Biélorussie. L'armée privée Wagner, financée et armée par le ministère russe de la Défense, est absorbée par l'armée russe. L'offensive ukrainienne se solde par un échec à la fin du mois de novembre.

Septembre 2024 : Biden s'est rangé du côté des réalistes du Pentagone pour s'opposer au tir par l'Ukraine de missiles britanniques à longue portée Storm Shadow sur le territoire russe, de peur que cela n'entraîne une confrontation militaire directe entre l'OTAN et la Russie avec tout ce que cela implique.

Poutine avertit alors que, puisque les soldats britanniques sur le terrain en Ukraine vont lancer les missiles britanniques en Russie avec le soutien géostratégique des États-Unis, cela

“va signifier que les pays de l'OTAN – les États-Unis et les pays européens – sont en guerre avec la Russie. Et si tel est le cas, compte tenu du changement dans la nature du conflit, nous prendrons les décisions appropriées en réponse aux menaces qui nous seront ainsi adressées”.

Novembre 2024 : après avoir été écarté de la course et perdu la Maison Blanche, Biden, président sortant, change soudain de stratégie et autorise le tir de missiles ATACMS à longue portée non seulement britanniques, mais aussi américains, sur la Russie. Il n'est pas certain que la Maison Blanche en ait informé le Pentagone à l'avance, une décision risquant d'entraîner la Troisième Guerre mondiale que Biden avait auparavant cherché à éviter.

Février 2025 : Le premier contact direct entre les hauts dirigeants des États-Unis et de la Russie en plus de trois ans a lieu, avec un appel téléphonique entre les présidents des deux

pays et une réunion des ministres des Affaires étrangères en Arabie saoudite. Ils conviennent d'entamer des négociations pour mettre fin à la guerre.

Ce calendrier montre clairement les intentions agressives de l'Occident envers la Russie, et comment cet affrontement aurait pu être évité si l'OTAN n'avait pas ouvert ses portes à l'Ukraine, si les accords de Minsk avaient été mis en œuvre et si les États-Unis et l'OTAN avaient négocié un nouvel accord de sécurité en Europe, tenant compte des propres préoccupations de la Russie en matière de sécurité.

Joe Lauria

Article original en anglais : [Ukraine Timeline Tells the Tale](#), Consortium News, le 25 février 2025.

Traduit par [Spirit of Free Speech](#)

Image en vedette : 18 mai 2015 : Vestiges d'une église orthodoxe après un bombardement de l'armée ukrainienne près de l'aéroport international de Donetsk. Ukraine orientale. (© Mstyslav Chernov. CC BY-SA 4.0, Wikimedia Commons)

*

Joe Lauria est rédacteur en chef de Consortium News et ancien correspondant aux Nations Unies pour *The Wall Street Journal*, *le Boston Globe* et de nombreux autres journaux, dont *The Montreal Gazette* et *The Star* de Johannesburg. Il a été journaliste d'investigation pour le *Sunday Times* de Londres, journaliste financier pour *Bloomberg News* et a commencé sa carrière professionnelle à l'âge de 19 ans en tant que pigiste pour le *New York Times*. Il est l'auteur de deux livres, *A Political Odyssey*, avec le sénateur Mike Gravel, préfacé par Daniel Ellsberg ; et *How I Lost By Hillary Clinton*, préfacé par Julian Assange. Il peut être contacté à l'adresse joelauria@consortiumnews.com et suivi sur Twitter [@unjoe](#).

La source originale de cet article est [Consortium News](#)

Copyright © [Joe Lauria](#), [Consortium News](#), 2025

Articles Par : [Joe Lauria](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien

vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca